



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

bilan

Question au Gouvernement n° 3287

Texte de la question

BILAN DE LA LEGISLATURE

M. le président. La parole est à M. Bernard Accoyer.

M. Bernard Accoyer. Monsieur le Premier ministre, à quelques heures de la fin des travaux de cette législature, il est utile de regarder le chemin parcouru durant ces cinq années.

M. Patrick Roy. Un chemin tortueux ! (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Bernard Accoyer. En 2002, nous avons trouvé une France où le chômage augmentait sans discontinuer depuis un an (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissement sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), où le pouvoir d'achat était bloqué par l'application des 35 heures ("*Eh oui !*" *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste*), où les régimes sociaux étaient menacés par le renoncement du gouvernement précédent à les réformer ("*Eh oui !*" *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), où l'insécurité avait explosé (*Même mouvement sur les mêmes bancs*), où la dépense publique s'était emballée (*Même mouvement sur les mêmes bancs*) et où la construction stagnait. (*Même mouvement sur les mêmes bancs.*)

M. Jean-Pierre Defontaine. Quel manque d'élégance !

M. Michel Lefait. Un peu de décence, monsieur Accoyer !

M. Henri Emmanuelli. Zéro !

M. Bernard Accoyer. Face à cette situation, sous l'impulsion du Président de la République et grâce à l'action du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin puis du vôtre, monsieur le Premier ministre, des réformes importantes ont été engagées et mises en application dans tous les domaines. Aujourd'hui, l'emploi a été stimulé et le chômage baisse fortement sans discontinuer depuis deux ans.

M. Christian Bataille. Ridicule !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et les chiffres de l'INSEE que le Gouvernement refuse de publier ?

M. Bernard Accoyer. Le pouvoir d'achat des Français a augmenté grâce à la hausse du SMIC, à la hausse importante de la prime pour l'emploi et à la réduction de l'impôt sur le revenu.

M. Jacques Desallangre. Venez dire cela dans ma circonscription !

M. Augustin Bonrepaux. La question !

M. Bernard Accoyer. Les régimes sociaux ont été réformés. Ils ont été sauvés par la réforme des retraites, par la réforme de l'assurance maladie, cependant qu'était adoptée une loi sur les droits des handicapés.

M. Jean-Claude Perez. Bonimenteur.

M. Alain Néri. Et le CPE, parlez-nous en un peu !

M. Bernard Accoyer. La dépense publique a été maîtrisée ("*Non !*" *sur les bancs du groupe socialiste*), ce qui permet, au terme de cinq ans d'efforts, de commencer cette année à réduire le montant de la dette. La sécurité, enfin, a été restaurée. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme Martine David. L'orateur a dépassé son temps de parole !

M. Bernard Accoyer. Dans ces conditions, le pays se retrouve dans une situation qui n'a rien à voir avec celle de 2002. Certes, il reste beaucoup de choses à faire (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*), mais ce bilan de législature est probablement le plus important de

la Ve République. (*Même mouvement.*) C'est le bilan du quinquennat de Jacques Chirac, de ses gouvernements et de notre majorité, et nous en sommes tous fiers sur les bancs de l'UMP. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Monsieur le Premier ministre, vous avez affirmé vouloir agir pour la France jusqu'au dernier jour de la législature, et nous vous en remercions. Pouvez-vous indiquer à la représentation nationale et aux Français comment vous entendez conforter ce bilan dans les semaines à venir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Patrick Lemasle. Grotesque !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le président Accoyer, au terme de cette session parlementaire, permettez-moi tout d'abord de remercier chacune et chacun d'entre vous ; de remercier le président Debré pour la hauteur de son exigence républicaine ; de vous remercier, Bernard Accoyer, ainsi que toute la majorité, pour le soutien constant que vous avez apporté au Gouvernement dans sa volonté de servir les Français. Et je veux aussi saluer l'opposition pour la place qu'elle a prise dans nos débats. Elle a joué son rôle ; elle est indispensable dans le fonctionnement de la démocratie.

M. François Lamy. C'est bien la première fois que vous le reconnaissez !

M. le Premier ministre. Aujourd'hui, notre pays est à nouveau sur les rails, sous l'impulsion du Président de la République.

M. Jacques Desallangre. Dites plutôt qu'il est sur une voie de garage !

M. le Premier ministre. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il y a deux ans, le taux de chômage s'élevait à 10,2 % : il est aujourd'hui de 8,6 %. (*" Qu'en dit l'INSEE ? " sur les bancs du groupe socialiste.*) La croissance était de 1,6 % : elle est passée aujourd'hui à de plus de 2 %. En deux ans, l'endettement public a régressé de deux points et notre déficit budgétaire a diminué de 20 milliards d'euros : c'est 20 milliards d'euros en plus pour les Français.

Mme Martine David. Donc, selon vous, tout va très bien !

M. Alain Néri. Et les RMIstes, combien sont ils ?

M. le Premier ministre. Certes, le Gouvernement a connu des épreuves : la crise des banlieues,...

M. Alain Néri. Le CPE !

M. le Premier ministre. ...le contrat première embauche. Mais nous n'avons jamais baissé les bras, nous n'avons jamais renoncé. Face à la crise des valeurs, nous avons défendu l'égalité des chances. Nous avons lutté avec acharnement contre les discriminations. Nous avons refondé l'éducation prioritaire. Face au chômage des jeunes, nous avons réformé le service public de l'emploi, nous avons amélioré l'orientation et nous avons renforcé le lien entre l'Université et l'emploi.

De tous ces combats que nous avons livrés ensemble, vous me permettrez de tirer à la fois des leçons personnelles, des leçons pour nous, et des leçons pour notre démocratie à quelques semaines d'échéances décisives pour notre pays. Tous, ici, nous sommes différents - différents par nos origines, différents par nos sensibilités, différents par nos engagements -, et cette diversité doit rester, pour la nation tout entière, une force. Elle ne doit pas se perdre dans des affrontements stériles. Continuons donc d'avancer vers une démocratie du respect et de la responsabilité, qui fait de l'action et des résultats une exigence quotidienne. C'est pour cela que j'ai choisi de me consacrer entièrement et jusqu'au dernier jour à la mission qui est la mienne. Cela veut dire une démocratie qui ne transige pas avec les principes fondamentaux de la République : la tolérance, la laïcité, l'humanité. Cela veut dire enfin une démocratie qui ne trouve pas des consensus, au-delà des partis, sur les seules questions de défense ou de politique étrangère, mais qui fait preuve aussi de réalisme et de pragmatisme sur les grands enjeux comme l'emploi, la sécurité ou le désendettement. Ne nous divisons pas sur tout : c'est l'intérêt national qui est en jeu, l'intérêt de chaque Français face à un monde qui change rapidement et qui exige de notre part toujours davantage de détermination et de volonté.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, il y a deux ans, lorsque je me suis exprimé pour la première fois devant vous en qualité de Premier ministre, je m'étais fixé deux objectifs : défendre l'action politique au lendemain du référendum européen et permettre à notre pays de regarder à nouveau en face son avenir, l'Europe et le monde. Fort du chemin parcouru, je vous l'affirme solennellement : non, il n'y a pas de fatalité ; oui, l'action politique peut changer les choses quand elle est au service de la République et de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Accoyer](#)

Circonscription : Haute-Savoie (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3287

Rubrique : Parlement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2007